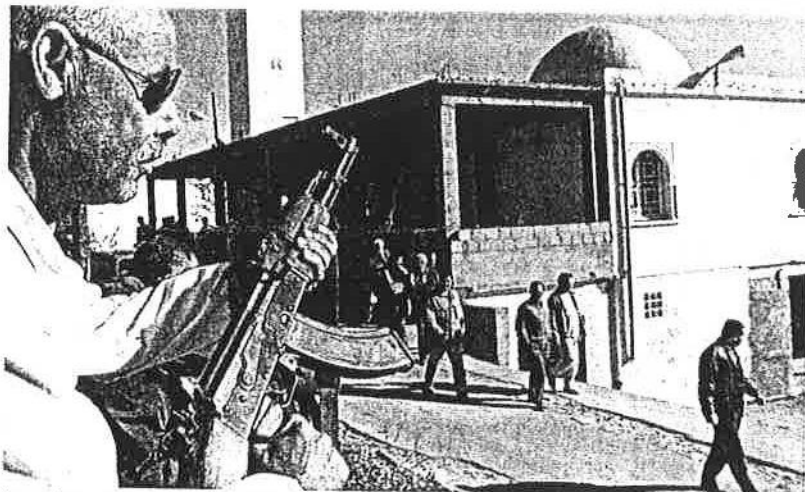


ENTRETIEN AVEC JEAN TABET

# « Les campagnes haineuses n'aident pas le peuple algérien »

Jean Tabet est membre fondateur du collectif « Vérité pour Bentalha » et un des initiateurs de l'appel « Assez de diversion et de falsification ». Il juge dangereuse la mise en cause de l'armée.



Une société hantée par la peur, une société qui s'est installée dans la pire des guerres, une guerre contre les civils.

Comment est venue l'idée de créer le collectif « Vérité pour Bentalha » ?  
Jean Tabet : C'était au 3<sup>e</sup> Salon du livre antifasciste de Givors. Alors que nous tenions une table ronde sur l'Algérie, avec des Algériens, l'affaire Bentalha est sortie avec une ampleur sans précédent. Une véritable campagne, dans laquelle la désinformation n'est pas toujours absente. Cette campagne nous a paru d'autant plus honteuse qu'elle a lieu en France, c'est-à-dire dans l'ancienne puissance coloniale. Que le livre incriminé soit contestable, ce n'est pas très grave. Il paraît

tous les jours des livres contestables. Mais qu'une partie de la presse l'utilise pour blanchir les islamistes, là, ça n'allait plus.

Le livre de Nesroulah Youss (1) est pourtant plus dubitatif qu'affirmatif.

C'est l'usage qui en a été fait et les conclusions péremptoires qui en ont été tirées, notamment dans la postface, qui nous ont poussés à réagir, en France comme en Algérie. Nous avons fait venir d'autres témoins de Bentalha qui ont donné, dans une conférence de presse et un meeting en France, un autre son de cloche. Il faut situer le contexte de cette campagne. Pour nous, il est clair que les décideurs de la mondialisation et le capital international veulent normaliser l'Algérie et s'accommoderaient volontiers d'un régime islamiste qui tiendrait d'une main de fer les revendications du peuple algérien et qui ouvrirait le pays à une économie ultralibérale. Il y a une bataille pour gagner l'opinion publique. Les islamistes disposent de réseaux logistiques et idéologiques forts. Cette campagne vise à jeter le trouble dans l'opinion publique. Ils ont réussi, d'une certaine manière.

En France, on a tendance, et je le dis pour beaucoup de gens de bonne volonté, à prendre le rejet du racisme, le respect de l'islam, pour la défense de l'intégrisme islamiste.

Pourquoi maintenant ?

C'est une vieille campagne, qui resurgit pour remettre sur le tapis le contrat de Rome. Elle prend une ampleur particulière chaque fois qu'il y a de la négociation dans l'air. Cela vise à permettre à un islamisme à visage humain – je ne sais pas si ça veut dire quelque chose – de mettre les responsabilités ailleurs et de rendre crédible sinon l'accaparement du pouvoir, du moins son partage. Pour moi, négocier avec le fascisme, c'est abdiquer comme à Munich.

Y a-t-il un lien, selon vous, entre cela et le débat sur la torture en Algérie ?

En France, on a tendance, et je le dis pour beaucoup de gens de bonne volonté, à prendre le rejet du racisme, le respect de l'islam, pour la défense de l'intégrisme islamiste. Le rapport est ambigu, obscurci par la guerre d'Algérie, qui continuera à l'obscurcir tant qu'un inventaire clair n'en aura pas été fait. Ce n'est pas le procès de la torture qu'il faut faire : c'est celui de la guerre elle-même, du colonialisme. Aujourd'hui, il y a intérêt à développer la solidarité vis-à-vis de l'Algérie résistante, et contre ces campagnes qui l'assignent dans l'isolement. Il faut renforcer les associations de solidarité, multiplier les courants amicaux, envisager des politiques de jumelage plus audacieuses de la part des villes françaises... Ces actes concrets aident le peuple algérien. Les campagnes haineuses, elles, attisent le feu. Après sept ans de guerre de libération, l'Algérie est dans la pire des guerres : une guerre civile d'un type particulier, puisqu'il s'agit d'une guerre menée avec acharnement contre les civils de façon indistincte.

On a l'impression que vous ménez le pouvoir...

Nous l'avons dénoncé plus fort que beaucoup. Est-ce une raison pour dédouaner le fascisme ? Personnellement, j'ai apporté une aide concrète à mon ami Mohamed Boudia, opposé au coup d'État de Boumediène. J'ai signé en octobre 1988 un texte contre la répression en Algérie. Nous avons créé un comité de soutien à Ali Bensaad, condamné à mort par la justice au service du pouvoir. Mais entre un système d'État obsolète, corrompu au fil des décennies et le fascisme, il y a une différence. Exemple : il y a une centaine de journalistes assassinés. Certains étaient proches du pouvoir. Serait-ce un régime tordu au point de tuer les siens ? Et, de plus, si la question « qui tue qui » est régulièrement posée, il n'est pas intéressant de poser celle de savoir « qui viole qui ? ». La vraie question, en fait, est de savoir pourquoi cette campagne et qui elle sert.

PHOTOS RECUEILLIES PAR AUCIUS MELIERE

(1) Qui a tué à Bentalha ? La Découverte. Voir Politis n° 626.

## Un devoir de vérité

En donnant ici la parole à Jean Tabet, nous ouvrons nos colonnes, comme nous l'avons déjà fait de nombreuses fois à propos du drame algérien, à un point de vue qui n'est pas le nôtre. Que Jean Tabet nous permette en toute amitié de faire cette remarque : pourquoi faudrait-il que la publication de témoignages sur les exactions de certains commandos de l'armée algérienne relève d'une « campagne », et encore plus d'une « campagne haineuse » ? Ou bien ces témoignages, de plus en plus précis et bouleversants, nous apportent, comme nous le pensons, une part importante de la vérité, et alors au nom de quoi faudrait-il les taire ? Ou bien on est en mesure de les réfuter. Ce qui pour l'instant n'est pas le cas. Les uns citent des faits ; tandis que les autres invoquent une raison supérieure au nom de laquelle il ne faudrait pas « faire le jeu » des islamistes. Refrain connu. Et si c'étaient les crimes d'une partie de l'armée qui faisaient le jeu des islamistes ?

D. S.